

tenaire de Dakar [9 juillet 1957] (p. 3465); — en deuxième examen, de la proposition de décision sur la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer et au Comeroun; Art. 14 : *Amendement de M. Degoutte tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* [11 juillet 1957] (p. 3533); *Amendement de M. A.-F. Mercier tendant à supprimer le délai de trois ans pour l'option entre les caisses de compensation et les compagnies d'assurances* [p. 3534]; — en troisième examen, de la discussion de la procédure d'expropriation spéciale à des concessions domaniales [12 juillet 1957] (p. 3572); — du projet de loi sur les institutions d'Algérie : *Ses précisions sur : les déclarations faites devant son parti sur les conséquences de l'évolution des T. O. M. depuis l'application de la loi-cadre et l'intérêt de la création d'une communauté réunissant la France métropolitaine, l'Algérie et les T. O. M. en dehors de toute idée d'indépendance ; nécessité de donner une forme de fédéralisme à la structure d'ensemble de la nouvelle communauté* [26 septembre 1957] (p. 4388, 4389). — Présente sa démission de *Ministre de la France d'outre-mer* [30 septembre 1957] (p. 4464). — Sa démission de *Ministre de la France d'outre-mer* (Cabinet Bourges-Maunoury) est acceptée le 16 octobre 1957 (séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451). — Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* (Cabinet Félix Gaillard) [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1957 et ratification de décrets : *Coût des services d'Etat pour l'an prochain ; Installation d'institutions nouvelles dans les territoires d'outre-mer à la suite de la loi-cadre (Assemblées territoriales, conseils de gouvernement) ; Subventions accordées aux territoires de la Mauritanie, du Niger et de la Côte française des Somalis* [12 décembre 1957] (p. 5325, 5326); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'amnistie au Cameroun : *Dangers d'une loi d'amnistie automatique signalée par M. M'Bida* [7 février 1958] (p. 604); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, Deuxième partie, Crédits d'investissements, FRANCE D'OUTRE-MER : *Organisation de la recherche scientifique,*

*Compagnie générale des oléagineux tropicaux, transfert à Nouakchott de la capitale de la Mauritanie, crédits destinés aux îles Wallis et Futuna, situation agricole de la Nouvelle-Calédonie, aménagement du Koukouré et du Kouilou, office du Niger* [10 mars 1958] (p. 1403 à 1405); — du projet de loi sur l'amnistie dans certains territoires d'outre-mer : *Nombreuses amnisties et libérations conditionnelles prononcées en application de la loi du 27 mars 1956, étendue du projet actuel, position bienveillante mais prudente du Gouvernement devant de nouvelles propositions, nécessité d'un certain délai* [11 mars 1958] (p. 1517, 1518); *Amnistie très large mais non totale* [18 mars 1958] (p. 1638); Art. 1<sup>er</sup> : *Contre-projet de la Commission des T. O. M. ; Amendement de M. Garat reportant au 1<sup>er</sup> janvier 1963 l'exercice des droits politiques des condamnés à une peine perpétuelle ou condamnés à mort bénéficiaires d'une commutation de peine* (p. 1650); *Progrès apportés par l'amendement* (p. 1651); *Amendement de M. Cordillot tendant à étendre les dispositions de la présente loi au Togo et au Cameroun ; Consultation obligatoire du Gouvernement intéressé* [18 mars 1958] (p. 1643, 1644); *Amendement de M. Rosan Girard tendant à étendre les dispositions d'amnistie aux départements d'outre-mer ; Dépôt d'une proposition de loi sur la question* (p. 1644); *Consultation du Ministre de l'Intérieur (ibid.) ; Art. 4 : Amendement de M. Cordillot tendant à supprimer l'obligation du paiement préalable de l'amende* (p. 1646); Art. 6 : *Amendement de M. Cordillot tendant à supprimer l'interdiction faite aux fonctionnaires amnistiés de reconstituer leur carrière et de prétendre à une indemnité* (p. 1648). — Donne sa démission de *Ministre de la France d'outre-mer* [15 avril 1958] (p. 2154). — Cesse d'expédier les affaires courantes [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623).

**JARROSSON (M. Guy),** Député du Rhône  
(1<sup>re</sup> Circonscription) (I. P. A. S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu Vice-Président de la Commission des affaires économiques [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

**Dépôts :**

Le 6 mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rompre les relations diplomatiques avec l'Egypte et à armer l'Etat d'Israël, n° 1902. — Le 26 juin 1956, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 899) de M. P.-O. Lapie tendant à interpréter les lois nos 51-674, 51-673, 51-674 du 24 mai 1951 et n° 52-861 du 21 juillet 1952 sur les accords franco-tchécoslovaque, franco-polonais, franco-hongrois et franco-yougoslave, n° 2339. — Le 30 octobre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à affecter par priorité aux besoins des Français de Tunisie et du Maroc les fonds destinés par le budget français à ces deux Etats, n° 3108. — Le 13 novembre 1956, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République, tendant à interpréter les lois nos 51-674, 51-673, 51-674 du 24 mai 1951 et n° 52-861 du 21 juillet 1952 sur les accords franco-tchécoslovaque, franco-polonais, franco-hongrois et franco-yougoslave, n° 3203. — Le 18 décembre 1956, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 702) de Mme Estachy et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer les deux heures « d'équivalence » pour le personnel des commerces de détail non alimentaires par l'abrogation de l'article premier du décret du 31 décembre 1938, n° 3597. — Le 26 décembre 1956, une proposition de loi tendant à préciser le régime fiscal du report déficitaire, n° 3672. — Le 29 décembre 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 1441 du Code général des impôts relatif aux abattements pour charges de famille, n° 3750. — Le 23 janvier 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un corps de fonctionnaires destinés à l'aide technique extérieure, n° 3858. — Le 28 février 1957, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 4338. — Le 28 février 1957, une proposition de loi tendant à la modification de l'article 2 de la loi n° 290 du 14 février 1942 tendant à l'organisation et au fonctionnement des Bourses de valeurs, n° 4339. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi tendant à modifier

l'article 81 du Code de la famille et de l'aide sociale relatif à l'acte de naissance des pupilles de l'Etat ayant fait l'objet d'une adoption ou d'une légitimation adoptive, n° 4919. — Le 24 juin 1957, une proposition de loi tendant à rouvrir les délais de recours contentieux aux fonctionnaires de l'Etat, des départements et des communes ayant été l'objet d'une mesure de dégagement des cadres en application de l'article 9 de la loi du 15 février 1946, n° 5221.

**Interventions :**

Prend part au débat sur la présentation du Gouvernement Guy Mollet : *Le choix du général Catroux* [31 janvier 1956] (p. 155). — Dépose une demande d'interpellation sur la remise en question des conventions franco-tunisiennes (*Entretien avec Bourguiba*) [10 février 1956] (p. 234). — Son rapport au nom du 7<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du territoire de l'Oubangui-Chari—Tchad [10 février 1956] (p. 255). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : *Conséquences de l'indépendance de la Tunisie et du Maroc, rétablissement de l'ordre en Algérie* [8 mars 1956] (p. 773, 774). — Dépose une demande d'interpellation : sur le scandale que constitue la remise d'un hélicoptère et de six avions au Maroc, pays devenu étranger et dont le comportement se révèle trop souvent celui d'un ennemi [26 novembre 1956] (p. 5070); — sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour empêcher que, sous couvert de l'immunité parlementaire, il soit porté atteinte à l'intégrité du territoire français en Algérie et au moral de nos soldats [5 mars 1957] (p. 1273). — Prend part à la discussion des interpellations : sur la politique générale du Gouvernement (Afrique du Nord et Union française) : *Ses observations sur le dépôt d'une proposition de loi portant atteinte à l'intégrité du territoire* [22 mars 1957] (p. 1809 à 1811); — sur la présentation du Gouvernement Guy Mollet : *Nécessité de protéger les usagers contre les grèves des services publics* [28 octobre 1957] (p. 4595); — du premier projet de loi relatif aux élections aux assemblées territoriales, aux conseils généraux et aux conseils municipaux d'Algérie : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion de ce projet tant que ne seront pas fixés le nombre des territoires, celui des circonscrip-*

tions et leurs limites géographiques [27 novembre 1957] (p. 5004); — du deuxième projet de loi relatif aux élections territoriales, départementales et communales en Algérie (*Vote de la motion préjudicielle qu'il avait déposée sur le premier projet de loi*) [28 novembre 1957] (p. 5022); *Ses explications de vote sur la question de confiance: Suppression de la discussion générale sur le projet de loi relatif à la loi électorale, hâte avec laquelle le Gouvernement a posé la question de confiance, caractère inapplicable des textes pour le présent* [29 novembre 1957] (p. 5072); — de la proposition de loi relative au régime des élections municipales: *Son contre-projet (Dépouillement des votes pour les élections municipales de Lyon, rapport du préfet du Rhône, avis du Président Edouard Herriot, nécessité d'un sectionnement électoral pour les arrondissements importants)* [10 décembre 1957] (p. 5249 à 5254); — d'une proposition de résolution relative à l'application de la semaine de quarante heures dans le commerce de détail: *Demande le renvoi de cette affaire à la Commission des affaires économiques (Répercussions de cette proposition sur l'économie nationale)* [10 décembre 1957] (p. 5255, 5257); — des propositions de la Conférence des Présidents: *Ses explications de vote sur la question de confiance: Discussion du budget des Anciens combattants* [16 janvier 1958] (p. 73); — d'urgence du projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain: *Inutilité de ces mesures risquant d'accroître la tension entre Alger et Paris* [16 mai 1958] (p. 2376); — des conclusions d'un rapport relatif à la modification de l'article 90 de la Constitution: *Ses observations sur le caractère éphémère des Constitutions* [2 juin 1958] (p. 2618). = S'excuse de son absence [21 mars 1956] (p. 1105), [2 mai 1956] (p. 1654), [31 mai 1956] (p. 2148), [15 mars 1957] (p. 1618). — Obtient des congés [21 mars 1956] (p. 1105), [2 mai 1956] (p. 1654), [31 mai 1956] (p. 2148), [15 mars 1957] (p. 1618).

**JEAN-MOREAU (M.)**, Député de l'Yonne (I.P.A.S.).

Son élection est validée [30 mai 1956] (p. 2125). = Est nommé membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est

désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale [21 février 1956] (p. 409), 18 octobre 1957] (p. 4537).

### Dépôts :

Le 10 février 1956, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 14 du Règlement en vue du rétablissement de la Commission de l'aéronautique, n° 390. — Le 26 février 1957, une proposition de loi relative à la construction aéronautique, n° 4296. — Le 8 mars 1957, une proposition de loi portant reconduction des textes accordant des avantages fiscaux en matière de surtaxe progressive aux souscripteurs de certains contrats d'assurance-vie, n° 4449. — Le 12 juillet 1957, une proposition de loi tendant à instituer une organisation d'assurance-chômage, n° 5485.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi créant le Fonds national de solidarité : *Ajour-nement du vote des impôts jusqu'à la discussion du collectif de 1956* [26 avril 1956] (p. 1578, 1579); *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion du projet jusqu'à ce que la Commission des finances ait examiné le collectif de 1956* [27 avril 1956] (p. 1620); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre sa motion préjudicielle, pour le passage à la discussion des articles : recherche des économies par la Commission des finances, financement des dépenses d'Algérie, déclaration de M. Ramadier sur la menace d'inflation* [2 mai 1956] (p. 1647, 1649). — en deuxième lecture du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, Art. 93 bis: *Amendement de M. David tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Répartition de la taxe locale)* [23 juillet 1956] (p. 3502, 3503); Art. 12: *Son amendement prévoyant une diminution du taux de la taxe à la valeur ajoutée lors de la suppression de la taxe de prestation de service* (p. 3525); — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1° Ouverture et annulation de crédits; 2° création de ressources nouvelles;